

Les amiantés du Tripode vont au clash



[+ de photos nantes](#)

20 Minutes | édition du 27.02.07

C'était le 27 février 2005, à 10 h : sous les yeux de milliers de Nantais, le Tripode implosait et s'écroulait. Deux ans plus tard, l'intersyndicale des administrations qui y étaient installées entre 1972 et 1993 (Insee, Trésor public, Affaires étrangères) est passée hier à l'offensive pour forcer l'Etat à classer le bâtiment comme « site amiante » et à proposer aux 1 800 fonctionnaires exposés à l'amiante un suivi médical « amélioré ». Réitérée depuis des années, la demande avait pris la forme, fin janvier, d'un ultimatum fixé au ministre de l'Economie et à celui des Affaires étrangères pour formuler « une réponse positive avant le 26 février ». Celle-ci n'étant pas arrivée hier matin, près de 200 personnes ont donc occupé le siège de l'Insee tant qu'elles n'obtiendraient pas satisfaction. Vers 21 h 30, hier, une avancée significative avait pu être obtenue sur « une remise à plat du suivi médical », lequel pourrait proposer à terme des scanners. Le ministère de l'Economie s'apprêtait également à faire apparaître, par écrit, et pour la première fois, son « approche favorable à la reconnaissance du site amiante ». « C'est en bonne voie, confirme Francis Judas, de la CGT. Depuis 1993, tout ce qui a été obtenu dans ce dossier l'a toujours été par la mobilisation et la lutte. » « J'étais gardien du Tripode en 1972 avec une douzaine d'agents d'entretien, raconte Jean-Marc Chéné, 56 ans. Juste avant l'ouverture, l'amiante volait partout. Nous, nous travaillions au milieu. Aujourd'hui, j'ai un nodule au poumon mais je suis le seul survivant. »

F. B.